

Raffarin An I : courage, lenteurs et maladresses

Article rédigé par *Roland Hureaux*, le 16 mai 2003

La brillante politique extérieure de Jacques Chirac appelle une vigoureuse action réformatrice à l'intérieur afin de donner à notre pays les moyens de tenir son rang et de répondre aux aspirations légitimes des citoyens.

La réforme des retraites, la volonté de promouvoir la famille, la tentative de réduire le nombre de fonctionnaires, un fort investissement sur la sécurité : ces grands axes de l'action du gouvernement Raffarin vont globalement dans le bon sens. Mais il n'est pas sûr que sur tous ces sujets on progressera aussi vite qu'il le faudrait. D'autant que certaines maladresses viennent handicaper l'action réformatrice.

Courage. On pouvait craindre que la réforme des retraites ne soit que minimale. Dans l'immédiat oui, mais à terme, elle devrait cependant permettre d'affronter le choc démographique sans alourdir à l'excès les cotisations. Sous réserve de ce que sera l'état final du projet, le gouvernement fait preuve sur ce sujet difficile d'un certain courage.

La simplification des aides à la garde des enfants était nécessaire. On peut regretter le maintien de la condition de ressources (qui, fixée à un taux relativement élevé, ne permettra pas d'économiser beaucoup d'argent et constituera un empoisonnement bureaucratique pour tous les bénéficiaires sommés de justifier de leurs revenus et pour cela de solliciter des attestations, de les faire vérifier etc.) — mais enfin, on n'a pas eu honte de remettre la famille à l'honneur, preuve que l'air du temps évolue favorablement sur ce sujet trop souvent biaisé par l'idéologie. Il était au demeurant habile de jumeler action pour la famille et réforme des retraites : il faudrait même aller encore plus loin dans ce sens pour bien faire comprendre à l'opinion que les deux sujets sont liés.

La nécessaire réforme de l'État n'a été engagée qu'avec lenteur et beaucoup d'hésitations quant aux méthodes. Avoir divisé l'ancien commissariat à la réforme de l'État en trois délégations aux attributions qui se chevauchent manque de lisibilité. Si la volonté de réduire le nombre de fonctionnaires existe, la méthode qui sera suivie n'est pas encore claire et on ne sait pas encore si le résultat final sera plus que symbolique.

Agir sur la sécurité sans remettre en cause le cœur du dispositif, qui relève non point du ministère de l'intérieur mais du garde des Sceaux, par exemple sans envisager de réformer l'Ordonnance de 1945 sur la délinquance des mineurs, risque de donner assez vite l'impression que l'on ne s'attaque qu'aux apparences. Or dans ce domaine, l'inaction de Dominique Perben contraste fâcheusement avec l'activisme de Nicolas Sarkozy. L'accrochage qui a eu lieu entre les deux sur la question des drogues, légitimement posée par le second, est significatif de la difficulté à coordonner ces deux piliers inséparables de l'État régalien que sont la police et la justice. Le zèle à pourchasser la prostitution, dont on se demande si elle est vraiment la cible la plus urgente est surprenant : ne reflèterait-il pas l'idée un peu courte que l'on se fait dans certaines sphères des exigences du lobby supposé " moral " ?

Maladresses. Entravée de différentes manières, l'action du gouvernement pâtit aussi d'au moins trois maladresses.

Il y a d'abord eu plusieurs mois de fâcheux tâtonnements, effet une fois de plus de l'arrivée aux affaires d'équipes mal préparées à prendre la relève, comme c'est pratiquement toujours le cas depuis 1988. Or c'est au début, sous l'effet de l' " état de grâce ", que les réformes sont les mieux acceptées. Ensuite les blocages se mettent en place et la machine patine.

Une autre maladie est d'attaquer les fonctionnaires sur tous les fronts à la fois. Il y a là une démagogie de droite classique, toujours aussi regrettable s'agissant du principal instrument de l'État, qu'il s'agit précisément de mobiliser autour de l'action gouvernementale. Ainsi la retraite des fonctionnaires, sans être un problème négligeable, n'est au cœur ni de la question des retraites, ni de celui de la fonction publique. En ferraillant en priorité sur ce terrain on risque de bloquer sur les deux sujets. La question centrale de la fonction publique, la seule sérieuse en vérité est celle des effectifs. Or il est si difficile de renverser la tendance à l'augmentation du nombre des fonctionnaires que si tous les ressorts de l'État ne sont pas tendus vers cet objectif, on risque fort de passer à côté, malgré de bonnes intentions affichées. Il eut été plus judicieux de

dire aux fonctionnaires : on ne touche pas à votre statut particulier mais laissez nous réduire les effectifs - sans augmenter la charge de travail bien sûr, grâce à une bonne réforme de l'État destinée à supprimer les tâches inutiles. Car contrairement à ce qu'on dit, les fonctionnaires ne travaillent en général pas moins que les autres : mais ils appliquent des procédures trop souvent inutiles. Ce n'est pas ainsi qu'on s'y est pris : non seulement on les menace sur le terrain des retraites mais, pour couronner le tout, on veut aussi les décentraliser.

Car la troisième maladresse est de placer la décentralisation au cœur du projet gouvernemental alors qu'elle en contredit presque tous les autres objectifs. Elle est ainsi une inutile provocation aux agents de l'Éducation nationale qui n'attendaient qu'un prétexte pour se mobiliser. Là aussi, en ferraillant sur un tel sujet on ne fera pas avancer d'un pouce les problèmes de notre système éducatif.

Mais le projet de décentralisation contient d'autres effets pervers en puissance. La décentralisation est incompatible sur le fond avec la réduction, aujourd'hui plus qu'urgente, des prélèvements obligatoires et donc les baisses durables d'impôts. En disant : l'État se décharge sur les régions de tel ou tel secteur, on pourra afficher à bon compte une croissance zéro de l'État, comme le Premier ministre s'y est engagé. Mais ce ne sera là qu'un effet d'optique. Qu'importe à un particulier de payer 100 euros d'impôt sur le revenu en moins s'il doit payer à côté 200 euros de taxe d'habitation en plus ? Qu'importe à une entreprise de payer 1000 euros d'impôts sur les bénéfices en moins si elle doit payer 2000 de taxe professionnelle en plus ? Il n'y a pas d'exemple où l'on ait pu démultiplier les pôles de la puissance publique sans alourdir les impôts.

Le mammoth (nous parlons de l'État dans son ensemble) peut bien veiller scrupuleusement à garder la ligne. Si les petits mammoths qui sont autour (nous parlons des collectivités locales) ont licence de s'engraisser sans frein, la prairie se trouvera un peu plus piétinée.

Dangers. Il y a les maladresses. Il y a enfin quelques projets dangereux. Deux par exemple : la réforme du divorce destinée à le rendre plus facile, projet émanant d'une chancellerie encore soixante-huitarde, alors que l'on sait aujourd'hui que le relâchement du lien familial est une des causes majeures de la délinquance : les féministes les plus lucides y voient aussi un risque de recul de la condition féminine, qui perdront les moyens de se défendre en cas d'abandon.

L'autre est la réforme de l'éducation : on sent bien que Luc Ferry a le prurit de laisser lui aussi son nom à une réforme. Par pitié non ! D'abord parce que cette institution souffre bien davantage de trop de réformes et de la déstabilisation permanente qui en résulte, que de maux endogènes. Ensuite parce que l'intéressé, issu du sérail de la rue de Grenelle dont il a accompagné les politiques au pires temps d'Allègre et consorts, est mal placé pour faire ce que tout le monde attend : revenir aux méthodes de bon sens dans les apprentissages fondamentaux, diversifier plus tôt sinon les programmes du moins les filières et surtout donner enfin une certaine stabilité à l'institution.

Roland Hureaux est essayiste. A publié *Le Temps des derniers hommes*, Hachette-Littérature, 2000.

> D'accord, pas d'accord ? Envoyez votre avis à [Décryptage](#)

>